



| L'écart entre les femmes et les hommes en matière de vote pour la droite radicale populiste se résorbe dans certains pays européens voire même s'inverse comme en témoignent les votes en faveur de la Ligue du Nord lors des dernières élections législatives en Italie (17,6 % de femmes contre 17,1 % d'hommes).

Depuis les années 1990, l'écart évolue entre les femmes et les hommes en matière de vote dans les sociétés industrielles avancées. Les femmes se montrent davantage de gauche que les hommes, en raison de tendances structurelles et culturelles. Face à la récente montée du populisme, cette inclination se confirme invariablement : les hommes sont plus tentés que les femmes de voter pour la droite radicale populiste (DRP).

La littérature traitant du genre et du populisme se penche sur les différents facteurs de ce comportement, mais aucun schéma transfrontalier cohérent ne se dessine pour l'instant. En outre, il a été constaté récemment que l'écart entre les femmes et les hommes en matière de vote pour la DRP se résorbait dans certains pays européens. En témoignent les résultats des élections législatives de mars 2018 en Italie, où les femmes ont été légèrement plus nombreuses que les hommes à voter pour la Ligue du Nord (17,6 % de femmes contre 17,1 % d'hommes).

Dans ce contexte de soutien électoral grandissant pour les partis populistes dans l'Union européenne, le rôle du vote des femmes

Pour récupérer leurs circonscriptions, les forces progressistes doivent redynamiser leur approche des questions sociales, afin de lutter contre les inégalités socioéconomiques. Et il ne faut pas oublier que la majorité des citoyens sont des femmes !

#Progressistes : récupérez les électeurs – récupérez le vote des femmes ! par @fabribotti, @LabSapienzia & @zoezacchia



s'avérera crucial lors des prochaines élections du Parlement européen. C'est pourquoi, dans le cadre du « Minerva Project », mené par la FEPS et l'association « Economia Civile », nous avons étudié l'influence de plusieurs facteurs clés du soutien au populisme (à savoir le nativisme, l'eurosepticisme et le rejet de l'austérité) dans l'évolution du vote des citoyens européens (femmes et hommes).

Selon l'Eurobaromètre, l'opposition à l'immigration constitue la principale motivation du vote pour la DRP en Europe. À cet égard,

les données relatives à l'opinion publique européenne ne révèlent pas de tendances différentes selon le genre. L'opposition à l'immigration (traduite par l'expression de sentiments négatifs à l'égard des immigrés issus de l'UE et de pays extracommunautaires, par le désaccord sur la contribution qu'apportent les immigrés à leur pays de résidence, et par des dissensions concernant l'amélioration de l'aide aux réfugiés) semble plutôt liée au faible niveau d'éducation et au chômage des électeurs.

Toutefois, pour les femmes comme pour les hommes, le nativisme représente une raison essentielle du soutien au populisme. Une réponse politique progressiste devrait être avancée au niveau européen pour encourager les médias à évoquer les avantages potentiels des migrations (par exemple, l'augmentation de la base d'imposition et l'amélioration des prestations sociales qui en découle), car les femmes s'y montrent plus sensibles.

GENRE ET POPULISME : ATTENTION À LA PARITÉ

par *Fabrizio Botti, Marcella Corsi and Giulia Zacchia*

L'opposition au processus d'intégration européenne a permis de rassembler des forces politiques populistes jusqu'alors marginales. La combinaison des différentes attitudes de méfiance à l'égard de l'UE tirées de l'Eurobaromètre (méfiance vis-à-vis des principales institutions européennes, image négative de l'UE, désaccord sur la capacité de l'UE à créer des emplois et mécontentement quant au fonctionnement de la démocratie dans l'UE) dénote un euroscepticisme grandissant chez les représentants de la classe ouvrière – les hommes étant plus susceptibles que les femmes de manifester leur opposition à l'intégration européenne, toutes classes sociales confondues.

L'euroscepticisme s'accompagne souvent d'un retour du nationalisme économique dans les plateformes politiques de la DRP. Il reste cependant difficile de cerner pleinement la politique économique populiste, dans la mesure où elle passe

“

L'association d'une politique économique de gauche et d'une idéologie nativiste est une formule gagnante pour la droite radicale populiste.

”

progressivement du néolibéralisme au chauvinisme social. Dans ce contexte, il est crucial de prendre position contre l'austérité. Les données indiquent que les électeurs

européens ayant, selon leurs dires, des opinions politiques de gauche sont plus enclins à défendre de telles positions. Cependant, l'association d'une politique économique de gauche et d'une idéologie nativiste est une formule gagnante pour la droite radicale populiste, qui attire ainsi les électeurs avec un niveau d'éducation moyen à faible.

Par conséquent, pour que les forces progressistes récupèrent leurs circonscriptions, elles doivent redynamiser leur approche des questions sociales, afin de lutter contre les inégalités socioéconomiques et de cibler tous les citoyens européens touchés par l'insécurité sociale contemporaine, comme la précarité de l'emploi, l'inégalité ou le faible niveau des salaires, le manque d'institutions de soins, ou encore le prix des logements. Tout ceci, sans oublier que la majorité des citoyens sont des femmes.



> AUTEUR

Fabrizio Botti est chargé de recherche au sein de la faculté des sciences économiques et commerciales de l'Université Guglielmo-Marconi de Rome. Ses recherches portent sur la pauvreté, l'inclusion sociale et financière – avec une attention particulière pour la microfinance – et la discrimination fondée sur le genre et l'orientation sexuelle.



> AUTEUR

Marcella Corsi est professeur d'économie à l'Université La Sapienza de Rome. Son travail de recherche se concentre sur des sujets en lien avec l'inclusion sociale, la protection sociale et la répartition des revenus (souvent dans une perspective de genre).



> AUTEUR

Giulia Zacchia est chargée de recherche à l'Université La Sapienza de Rome. Ses domaines de recherche touchent à l'inclusion sociale et financière dans une perspective de genre, au renforcement du pouvoir des femmes, aux compétences financières et à la microfinance. Ils couvrent également le manque de parité hommes-femmes dans les milieux universitaires, en particulier dans le domaine de l'économie.